MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
=*=*=*=
ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SEGOU

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Un Foi
=*=*=*=

EXAMEN DE BACCALAURET BLANC

Spécialité : 12ème S.ECO — **L.M.A-NIO**

Epreuve de : **ECOOMIE** Coef : **04** Durée : **04 Heures** **Date : 02 Juin 2025**

L'élève traitera l'un des deux sujets et la Partie I est obligatoire pour les deux sujets de dissertation. La qualité de la rédaction, la clarté et la précision des raisonnements entrainent une part importante dans d'appréciation des copies.

Partie I : Analyse statistiques …….. 05 points

Document : Investissement direct à l'étranger et la production mondiale (en milliards de dollars courants).

	1982	1990	2005	2009
Stocks d'IDE sortants	**627**	2087	12417	18982
PIB mondial	10002	22121	45273	55005
Exportations totales des biens et services	2124	4414	12954	15716
FBCF mondiale	2611	5099	**9833**	12404

Consigne :

*1- Fais une phrase avec les chiffres soulignés.**1 point***

*2-Calcule les taux d'accroissement du PIB mondial sur la période puis interprète les résultats obtenus.**2,5 points***

*3-Calcule le taux d'investissement en 2005 ; le taux d'exportation en 2009.Interprète les résultats obtenus. **1,5 point***

Partie II : Dissertation Economique ……..……. 15points

Sujet 1 : l'investissement tel que défini par les économistes diffère de l'investissement tel que défini par le grand public en cela.

Consigne : à l'aide des documents ci-joints et de tes propres connaissances tu montreras que l'investissement est créateur d'emploi puis qu'il peut également supprimer ou maintenir le niveau d'emploi.

Document N°2 : Investissement et emploi

Taux de variation annuel moyen dans quelques pays industrialises entre 1974 et 1997		
	Taux de croissance de l'investissement	**Taux de croissance de l'emploi**
Etats-Unis	**+3**	**+1,8**
Japon	**+3**	**+0,5**
Allemagne	**+1,2**	**+0,2**
France	**+1**	**0**
Royaume-Uni	**+1,5**	**-0,5**
Italie	**+1**	**-0,3**
Canada	**+3,5**	**+1,2**

Source : OCDE, commission européenne de calculs économiques

Document N°3 : Des investissements plus ou moins créateurs d'emplois

Dans le cadre d'un investissement de capacité, l'emploi a toutes les chances de progresser. La question est plus délicate pour l'investissement de productivité on se place dans une perspective historique, depuis la révolution industrielle il est évident que l'introduction du progrès technique par le biais de l'investissement de productivité ne s'est pas traduite par une réduction de l'emploi. Elle s'est faite parallèlement à une augmentation de la population active et surtout elle s'est accompagnée d'une réduction générale du temps de travail. A court terme, l'investissement de productivité peut provoquer du chômage. Certes, il crée des emplois

dans les secteurs qui produisent les nouveaux biens d'équipements mais il contribue souvent à en détruire dans les secteurs traditionnels. Rien ne permet d'affirmer que les deux phénomènes se compensent. De plus les qualifications nécessaires pour les nouveaux emplois ne correspondent pas nécessairement à celles des emplois supprimés. Des investissements ou des emplois ?
La question générale de la machine créatrice ou destructrice d'emploi, posée dès le XIX siècle n'est pas résolue. La vision optimiste prévaut dans le long terme, mais c'est dans le court terme que vivent les individus soumis aux destructions d'emplois**.**

P-A.Corpron, cahiers français nº 279, janvier-février 1997

Document N°4 : Toyota à Onnaing (nord)

Hier, la première pierre de l'usine française du groupe automobile japonais de Toyota a été posée. A Onnaing dans le nord. Dans une région sinistrée par le chômage et la précarité. L'annonce de l'implantation de cette entreprise a insufflé un vent d'espoir dans le valenciennois. Espoir parce que la région compte 22% de chômeurs. Soit pratiquement dix points de plus que la moyenne nationale (11,7% en septembre 1998). Espoir aussi puisque 50% des actifs perçoivent des salaires inférieurs au SMIC. Toyota prévoit l'embauche de 2000 personnes sur le site d'Onnaing. Et les concepteurs du projet évaluent à près de 1000 les possibilités d'emplois induits. La conséquence ne s'est guère fait attendre : plus de 10300 candidatures sont arrivées en quelques semaines sur les bureaux de l'ANPE de valenciennes, ville voisine d'Onnaing. Toyota troisième constructeur automobile mondial, ne débarque pas dans le Nord sans moyens.

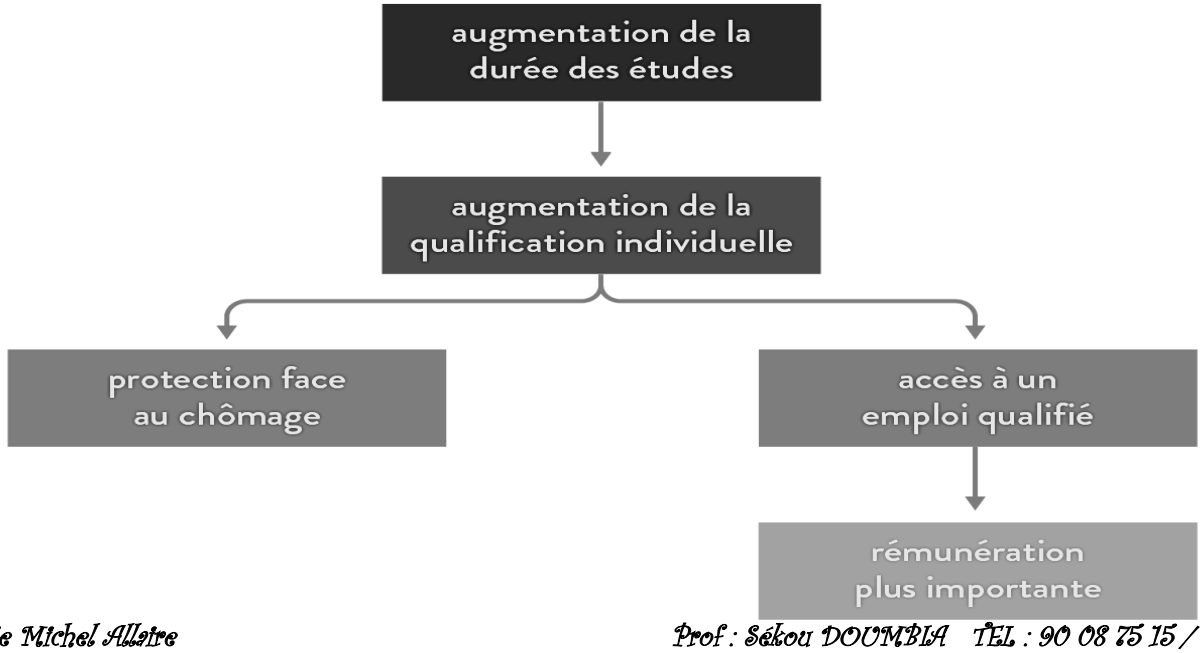
Constant, L'humanité, 13 novembre 1998

Document N°1 : L'investissement en trois formes

On distingue habituellement les formes de l'investissement en fonction des effets attendus sur la structure productive.
-L'investissement de capacité correspond à une augmentation de la capacité de production. On installe de nouvelles machines, une nouvelle chaine de montage… pour répondre à une augmentation de la demande.
-L'investissement de remplacement représente l'acquisition de machines dans le but de renouveler le capital usé ou obsolète. C'est ce que les entreprises appellent l'amortissement et la comptabilité nationale, la consommation du capital fixe.
-L'investissement de productivité ou de rationalisation a pour objet d'accroitre l'efficacité du travail humain. Il s'agit de remplacer les hommes par des machines ou d'augmenter la productivité du travail. Dans la réalité les trois formes ont souvent tendance à se recouvrir. Il n'est pas toujours possible de séparer dans une opération donnée, ce qui correspond à l'augmentation de la productivité et ce qui renvoie à une hausse de la capacité productive.

P.A Corpron,<investissement> les cahiers Français Janvier-Février 1997

Document 5 : Investissement en capital humain



Sujet 2 : Les pays en développement sont toujours confrontés aux difficultés de mobilisation des ressources internes.

Consigne : A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles, tu évoqueras ces difficultés et tu aborderas ensuite les moyens mis en œuvre par ces pays pour accroître davantage ses ressources internes.

Document 1 : Taux de recettes publiques globales : évolution et comparaisons internationales

(*en % du PIB)*	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2003
Pays en développement	21,3	21 ,4	20,8	20,6	20,8
Afrique au Sud du Sahara	20,8	20,6	19,8	19,7	20,1
Amérique latine	20,3	21,0	20,7	21,4	21,1
Asie	19,3	22,1	20,8	19,1	18,5
Moyen Orient/ Afrique du Nord	29,1	26,1	25,9	28,3	28,0
Pays moins avancés (PMA)	18,3	17,6	16,7	17,0	17,1
Pays à faible revenu (PFR)	18,7	17,5	17,0	16,9	17,8
Pays à revenu intermédiaire	23,8	25,3	24,8	24,9	24,3

Sources : GFS (Fonds Monétaire International), données nationales ; calcul des auteurs.

Document 2 : Faiblesse des ressources locales propres

Le constat essentiel est la faiblesse extrême des ressources locales propres (RPL) dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Ces ressources locales propres ne dépassent généralement pas 1% du PIB. Elles s'établissent en moyenne dans les pays de l'UEMOA à 0,7% du PIB (Burkina Faso : 0,6% ; Côte d'Ivoire 1% ; Sénégal, 0,8%). Dans le cas du Bénin en 2005, elles s'élèvent à 0,6 % du PIB et 3,8 % des recettes publiques globales. Pour cette année 2005, le montant des RLP par habitant du Bénin est en moyenne de 1960 F CFA par habitant. En raison de leur faible niveau, la mobilisation de RLP ne peut qu'exercer un effet très limité sur le développement.

La mobilisation de ressources propres locales en Afrique Gérard Chambas, Jean-françois Brun, Grégoire Rota Graziosi22 juin 2007 p 5

Document 3 : La mobilisation des recettes dans les pays en développement

Le renforcement de la mobilisation des recettes dans les pays en développement est depuis longtemps un sujet de préoccupation majeur pour le FMI dont les conseils sont très suivis. Dans son programme, sa surveillance et (ce qui est le plus important en l'occurrence) son assistance technique, le FMI soutient depuis de nombreuses années les efforts que déploient les pays en développement pour mettre en place des systèmes fiscaux plus efficaces et équitables. Bien qu'il soit loin d'être le seul à accorder une telle aide, il joue un rôle de premier plan dans la prestation de conseils fiscaux à ces pays. Ses États membres apprécient fortement ses conseils.

Mobilisation des recettes dans les pays en développement FMI Département des finances publiques 8 mars 2011

Document 4 : L'épargne intérieure

En Afrique, le ratio épargne intérieure brute/PIB est encore inférieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire et à celle des économies à croissance rapide d'Asie de l'Est. Les défis majeurs à relever ici consistent à supprimer les obstacles à l'épargne, à renforcer les principaux moteurs de l'épargne, à mobiliser efficacement les recettes provenant des ressources naturelles sans compromettre l'investissement et à mettre en place un régime fiscal équitable et efficace. Avec des recettes intérieures atteignant 520 milliards en 2012, contre moins de 50 milliards de dollars d'aide étrangère reçue, le potentiel d'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures en Afrique est énorme, surtout si l'on tient compte des faibles niveaux actuels d'imposition.

Document 5 : La mobilisation de ressources publiques et l'aide en Afrique

La mobilisation des ressources intérieures consiste en la création d'épargne intérieure – et non d'investissements, d'emprunts, de dons ou d'envois de fonds de l'étranger – et en son allocation à des investissements socialement productifs dans le pays. Elle se divise en deux parties. La part privée concerne l'épargne privée intérieure, que le secteur financier – les banques – canalise vers l'investissement. La mobilisation des ressources publiques concerne l'épargne publique – l'excès de recettes de l'État par rapport aux dépenses courantes. C'est elle qui permet aux gouvernements de financer l'investissement dans les infrastructures (routes, centrales électriques, écoles, installations sanitaires, etc.). Elle a pour origine, soit l'emprunt, au travers de l'émission de bons du Trésor, par exemple, soit la taxation des particuliers et des entreprises.

Perspectives économiques en Afrique 2015

Document 6 : Flux de capitaux de long terme en direction des PMA 2004-2006

	Milliards de dollars		Pourcentage	
	2004	**2005**	**2006**	**2004-2006**
Apports publics[1]	16,3	17,6	17,6	61,8
Flux nets privés	10,8	9,8	11,2	38,2
IDE	9,3	7,8	12,3	35,3
Investissement de portefeuille	0,0	0,1	0,0	0,1
Prêts privés	1,4	2,0	-1,6	2,2
Total (hors allègement de la dette)	27,1	27,4	28,8	100,0

Rapport des PMA 2008

1. Hors dons pour allègement de la dette